

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 48

Excusés : 19

Absents : 13

REUNION DU 10 OCTOBRE 2022

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX, le LUNDI DIX OCTOBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le QUATRE OCTOBRE DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS

Mme ADLANI Farida, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, Mme MEKKI Chérifa, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, Mme MOREAU Chantal, Mme MISSOUR Sabrina, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, Mme BOUR Patricia, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHAVAROC Grégory, M. GEFROY Philippe, M. HAN Bo, Mme JAOUANI Amel, M. LAGARDE Jean-Christophe, M. LASTAPIS Michel, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MENDES Odette, M. MILLARD Jean-Luc, M. RANQUET Jean-Philippe, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme YOUSSEF Mélissa,

AYANT DONNE POUVOIR A

Mme DE CARVALHO Virginie, M. CARRE Julien, Mme LAGNEAU Muriel, M. RAMADIER Alain, M. DACHIVILLE Romain, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. VAZ Micaël, M. GUYON Olivier, M. MANGIN Anthony, Mme FAOUZI Hanane, Mme HERSEMEULE Carmen, M. MORIN Sébastien, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, Mme YERRO Georges-Marie, Mme MEYER Karine, M. ZANGRILLI François, Mme DUBOE Nicole, M. SIBY Oussouf,

ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BENAMMOUR Mériem, M. BOUMEDJANE Karim, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DESRUMAUX Denis, M. FERREIRA Lino, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. Jacques CHAUSSAT

DELIBERATION N°139 – AMENAGEMENT – APPROBATION D'UNE CONVENTION D'INTERVENTION FONCIERE ENTRE LA VILLE DE VILLEPINTE, L'EPT PARIS TERRES D'ENVOL ET L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ÎLE-DE-FRANCE (EPFIF)

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de madame Martine VALLETON,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le décret n° 2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF),

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1^{er} janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT),

Vu le PLU de Villepinte approuvé le 18 décembre 2017,

Vu le projet de convention d'intervention foncière ci-joint et ses 3 annexes,

Considérant l'ensemble des enjeux de développement urbain de la commune,

Considérant que la commune de Villepinte et l'EPFIF ont souhaité renouveler leur partenariat à travers une nouvelle convention, incluant l'EPT Paris Terres d'Envol, et adapter le périmètre de veille foncière pour accompagner la ville dans ses objectifs de renouvellement urbain sur les périmètres d'intervention jugés stratégiques,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20221010-139-10-10-2022-DE
Date de télétransmission : 24/10/2022
Date de réception préfecture : 24/10/2022

Considérant que le secteur de maîtrise foncière dit « Vieux Pays » est maintenu pour la finalisation du projet,
Considérant que les secteurs de veille foncière proposés sont les suivants : « Boulevard Ballanger » et « Vert Galant » référencés en annexe n°2 du projet de convention ci-joint,
Considérant que la convention d'intervention foncière s'achèvera au plus tard le 31 décembre 2027,
Considérant que le montant de l'intervention de l'EPFIF au titre de la présente convention est plafonné à 9 millions d'euros hors taxe,
Considérant que par cette convention l'EPT s'engage avec la commune de Villepinte à entamer toutes les démarches nécessaires à la réalisation des projets, objets de la présente convention.
Considérant que la commune de Villepinte porte l'engagement de rachat des biens acquis par l'EPFIF, mais que dans le cas où l'EPT est déclaré compétent pour conduire des opérations d'aménagement sur les secteurs de veille foncière, il s'engage à racheter lesdits biens, à la place de la commune,
Considérant que l'EPFIF interviendra par délégation des droits de préemption et de priorité par l'autorité compétente et par substitution à la collectivité territoriale compétente dans les procédures de délaissement,

Après en avoir délibéré :

- **Approuve** les termes de la convention d'intervention foncière entre l'EPT, la commune de Villepinte et l'établissement public foncier d'Ile-de-France tel qu'annexé à la présente délibération.
- **Autorise** le Président de l'EPT Paris Terres d'Envol, ou son représentant, à signer la convention d'intervention foncière annexée à la présente délibération, ainsi que tous les actes et documents nécessaires à son exécution.
- **Dit** que la présente convention prend effet à la date de sa signature par toutes les parties et s'achèvera au plus tard le 31 décembre 2027.
- **Précise** que la présente délibération sera affichée au siège de l'EPT et en mairie de Villepinte pendant un mois.
- **Précise** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93100 Montreuil, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible sur le site Internet.

Adopté à l'unanimité


Le Président
Bruno BESCHIZZA